



Morgan Stanley 

---

**Sommet Junior 8  
Déclaration de Wismar  
6 juin 2007**

---

Traduction de courtoisie

## **Préambule**

Considérant que notre monde se voit confronté à des défis sérieux et imminents, nous, les participants du J8 2007 nous sommes rencontrés à Wismar, Allemagne, parce que nous voulons contribuer à faire de notre monde un monde meilleur. Nous sommes convaincus que les pays du G8 sont à même de résoudre les enjeux mondiaux, notamment les quatre défis traités au Sommet du J8 2007. Nous sommes 74 jeunes de 18 pays et nous voulons mettre l'accent sur le fait que c'est la jeune génération qui sera l'héritière du monde que nous décidons aujourd'hui. Nous nous sommes donc réunis à l'occasion du troisième Sommet du J8 pour travailler intensément sur des solutions qui peuvent améliorer cet héritage. Nos conclusions sont les suivantes :

## **Perspectives économiques pour l'Afrique**

Il est crucial de développer l'infrastructure pour élargir l'accès aux médicaments, à l'éducation et à l'emploi. De plus, cela encourage les investissements au sein du continent. Nous exhortons le G8 à assigner les moyens financiers pour des plans d'infrastructure spécifiques et élargis. Ceux-ci doivent être élaborés pour et par les pays africains avec le soutien du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement.

Nous pensons que l'éducation est fondamentale pour l'amélioration de la situation économique en Afrique. La formation professionnelle des individus est essentielle pour une hausse de l'emploi en Afrique et pour la mise à disposition d'une main d'œuvre qualifiée. L'éducation permet également aux individus d'exprimer leurs idées, ce qui est indispensable pour le succès politique d'une nation. Elle encourage également la créativité, essentielle à la vitalité économique et culturelle d'une nation. Afin d'apporter un soutien à l'éducation, nous demandons que l'allocation d'une part de l'aide promise aux Sommet du G8 de 2005 soit dirigée à la construction et à l'équipement des écoles, à la formation des enseignants ainsi qu'à des programmes d'assistance pour alléger le fardeau économique que représente l'éducation pour les familles.

Les maladies causent un nombre disproportionné de victimes dans la population active, ce qui crée une rupture dans la base de l'activité des économies. Nous exigeons que vous continuiez à soutenir le travail du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la

tuberculose et le paludisme et que vous traitiez les préoccupations évoquées dans la déclaration de Wismar quant au VIH/SIDA.

La mauvaise gouvernance et les conflits entravent sévèrement un développement économique stable et indépendant de l'Afrique. De plus, l'éducation devient inaccessible avec la violence et la corruption. Pour améliorer de manière efficace la sécurité et la gouvernance, nous recommandons fortement une augmentation des aides financières du G8 et une interaction avec l'Union africaine ainsi qu'avec ses programmes associés tels que le NEPAD et que le Mécanisme africain d'évaluation entre pairs.

Il est également crucial de stimuler les entreprises africaines pour assurer un développement économique. Pour encourager la création de petites entreprises locales, le G8 devrait promouvoir le financement par microcrédits. La baisse des taxes d'importation sur les produits manufacturés en Afrique et des subventions, comme celles décidées par le cycle de Doha, contribueraient à une industrie plus dynamique et plus diversifiée. Une industrie du tourisme durable devrait de même être encouragée à se développer car elle pourrait être rentable pour beaucoup de pays africains. Les négociations pour un commerce plus équitable avec l'Afrique devraient être accélérées et mener à des résultats concrets.

## **VIH/SIDA**

Le VIH/SIDA provoque une dévastation économique et humanitaire. Selon l'ONUSIDA, la maladie a engendré la mort d'environ 2,9 millions d'individus en 2006. Toutefois ce n'est pas ce chiffre qui est le plus révélateur de la crise induite par le VIH/SIDA. La propagation rapide de la maladie provoque un nombre croissant d'orphelins du SIDA et engendre toujours plus de discrimination. Cela va à l'encontre de l'engagement international de la Convention des droits de l'enfant qui assure un cadre dans lequel « les enfants grandissent dans un environnement familial, dans une atmosphère de joie, d'amour et de compréhension ». La situation de l'orphelin entrave l'avenir de l'enfant car ce dernier n'a pas la possibilité d'aller à l'école. Qui plus est, le SIDA décime la population en âge de travailler ce qui met un frein à la croissance économique des pays. Le VIH/SIDA requiert une riposte étant donné que ses effets sur la société sont néfastes et parce qu'il nuit à l'application de la Convention internationale sur les droits de l'enfant ratifiée à l'échelle internationale.

Pour combattre le SIDA de manière efficace, nous croyons que la solution clé repose dans une assistance financière suffisante. Selon l'ONUSIDA, les sommes nécessaires s'élevaient à 18,1 milliards de dollars US en 2007 et 22,1 milliards de dollars US en 2008. Le G8 doit respecter ses engagements pris au cours des Sommets précédents et ceux évoqués dans les Objectifs de développement du millénaire (ODM), comme par exemple, de verser 0,7% de leur PIB pour la coopération au développement internationale.

Sur la base des promesses du G8 2005, à savoir de verser plus de fonds pour l'aide, les

leaders du G8 devraient renforcer leurs aides financières pour le Fonds mondial de lutte contre le VIH/SIDA. L'aide financière fournie doit être évaluée pour améliorer les investissements à venir. Le financement devrait se concentrer sur l'assurance que les populations des pays en développement aient accès aux médicaments gratuits ou aux génériques et cela passe par la réforme du système des brevets. Des efforts supplémentaires devraient être consentis dans l'extension d'un programme pour les seringues propres, c.-à-d. l'échange de seringues utilisées contre de nouvelles seringues et dans un même temps informer sur le SIDA. Nous aimerions aussi voir une coopération efficace du Fonds mondial avec d'autres organisations telles que l'ONUSIDA, la fondation Bill Gates et des initiatives nationales individuelles pour assurer un combat efficace contre le SIDA.

Nous exigeons que les leaders du G8 continuent de financer des programmes de sensibilisation par des campagnes de communication massives pour faire en sorte que les populations aient accès à des informations correctes sur les causes du VIH/SIDA et sur la prévention. L'assistance devrait également être proposée par le biais de l'éducation par les pairs et par les groupes de soutien qui peuvent contribuer à prévenir la stigmatisation sociale.

### **Les nouveaux défis pour l'Economie mondiale**

Nous croyons fermement que chaque entreprise porte une responsabilité vis-à-vis de ses produits, de l'environnement, de la communauté locale et de ses employés.

Nous exigeons du G8, force majeure de l'économie mondiale, qu'il renforce le Pacte mondial de l'ONU qui délimite la responsabilité sociale des entreprises. Les pays du G8 devraient insister pour qu'il y ait un rapport annuel sur les entreprises qui décrirait comment elles remplissent les dix principes du Pacte mondial de l'ONU. Les entreprises au sein des nations du G8 devraient être incitées à respecter cette charte en soumettant des rapports détaillant la conformité à la charte de l'ONU et elles pourraient alors bénéficier d'allègements fiscaux proposés par les pays du G8. Ceux-ci seraient rendus publics pour que les consommateurs soient plus conscients et ainsi responsables et pour que l'opinion publique puisse se retourner contre les entreprises qui n'observent pas ces obligations.

Nous pensons que le système des brevets est un incitatif important à l'innovation. Toutefois, dans certaines situations, il y a des abus du système. Par exemple, des brevets restreignent l'accès à des produits vitaux tels que les médicaments pour le VIH/SIDA. Lorsque tel est le cas, nous demandons la reconnaissance de l'importance des vies humaines et du bien-être comme état supérieur à celle du profit.

Pour refléter cette idée, nous exigeons que le G8 impose une restriction des brevets à outrance en négociant des durées de validité de brevets plus courts. Qui plus est, nous exigeons un meilleur accès aux nouvelles technologies et aux nouveaux produits tels

que les génériques en faisant en sorte que le G8 rachète et compense les brevets.

## **Changement climatique et efficacité énergétique**

Le 4e rapport d'évaluation du GIEC est arrivé à la conclusion qu'« avec les politiques actuelles de lutte contre le changement climatique et les pratiques pour un développement durable, les émissions des gaz à effet de serre (GES) continueront à augmenter dans les décennies à venir ». Cette augmentation prévue est un défi majeur pour la planète et la communauté mondiale, et les actions actuelles ne suffisent pas. Nous en sommes maintenant à un point tournant qui nécessite une action immédiate et décisive. Nous pensons que l'économie mondiale est tout à fait capable d'évoluer grâce aux technologies renouvelables et que les coûts de l'inaction pèsent plus lourds que celui de l'investissement.

Nous exigeons que les leaders du G8 proposent, lorsque cela est possible, des incitatifs aux entreprises pour qu'elles adoptent un comportement plus respectueux de l'environnement par le biais d'allègements fiscaux pour l'efficacité énergétique et de charges fiscales pour les entreprises non-respectueuses de l'environnement. Les pays du G8 doivent jouer le rôle moteur et exiger des autres pays de s'allier aux systèmes internationaux d'échange de droits d'émissions. Dans le cadre de ces systèmes, le G8 devrait encourager la mise en œuvre de seuils réalistes d'émissions de gaz à effet de serre en se basant sur le PIB par habitant de chaque pays.

Il est important que le G8 continue à s'engager pour le financement de la recherche et du développement des technologies renouvelables dans les pays du G8 et qu'il partage ses propositions avec les pays en développement. Afin d'intégrer le plus grand nombre de pays possible dans cette solution face à ce défi mondial, il est nécessaire de renforcer la coopération entre le G8 et les pays en développement. Ainsi, nous sommes en faveur d'un transfert des technologies renouvelables et d'un partage d'information en matière de développement respectueux de l'environnement, et nous exigeons que le G8 assure la promotion de l'adaptation de ces technologies en prenant en compte les besoins des pays en développement.

Nous estimons que la sensibilisation des populations mondiales quant à la réalité du changement climatique et l'efficacité énergétique sont cruciales. C'est la raison pour laquelle nous exigeons que le G8 soutienne des programmes d'éducation aux différents niveaux, des organisations des jeunes et dans les médias de masse.

Nous rappelons également aux leaders du G8 que c'est la troisième année consécutive que la reforestation et la préservation des forêts sont à l'ordre du jour et nous considérons que des mesures de réalisation concrètes doivent être mises en œuvre à cet effet.

## **Conclusion**



Morgan Stanley [unicef](#)

Nous sommes ici pour apporter un changement. Nous allons continuer à faire face aux défis de notre monde avec les moyens qui sont les nôtres. Afin de relever ces défis, nous avons besoin de votre aide.

Nous savons que grande puissance est synonyme de grande responsabilité. Vous devez tenir vos promesses, autant les anciennes que les nouvelles.

Nous pouvons trouver des solutions aux quatre enjeux mentionnés ci-dessus, mais pour cela il est nécessaire de montrer un fort engagement.

Ensemble il est possible de faire la différence.

Agissons maintenant.